Cahier de doléances du Tiers État de Montrond (Orne)

Remontrances et sujets de doléances que les habitants de la paroisse de Montrond, diocèse de Sées, dépendante du Bailliage d'Alençon, prennent aujourd'hui la liberté d'exposer, en conformité aux ordres à eux adressés par Sa Majesté en date du 21 janvier 1789.

Sire :

Louis XVI, votre nom aujourd'hui sy chéri et respecté par la nation française, fut de tout temps, chez nous, un puissant motif à nous empresser de subvenir à vos besoins, aussi qu'à ceux de l'État. Conformément aux vues de bienfaisance, dont votre personne sacrée, depuis le grand jour de son avènement à la couronne, a toujours donné des marques sensibles et non équivoques, fatigués et finalement opprimés sous le poids excessif des impôts, si multipliés, ainsi que par les abus infinis aujourd'hui régnants et existants, pour parvenir à leur perception et à les faire regorger dans les coffres de votre trésor royal, dont connaissance vous a toujours été subtilement et adroitement cachée, nous nous sommes permis la voie des réclamations. Nos cris lamentables n'ont pas été sans être entendus de vous, toujours animé du sentiment de tendresse envers un peuple confié par l'Être suprême, aux soins de votre personne sacrée, vous vous êtes empressé de lui proposer des moyens de soulagement par la convocation des États-Généraux de votre royaume dans laquelle vous espérez, avec juste raison et confiance, recevoir des marques d'obéissance, de fidélité et de tendresse de sa part, ainsi que d'apprendre et de connoître, de lui les moyens sûrs et efficaces pour remédier à tant de maux qui, en troublant depuis longtemps l'ordre pacifique de la monarchie française, furent toujours le sujet de vos alarmes dans le dessein, en vous rendant à vous-même le calme et la tranquillité que vous méritez par tant de justes titres, de procurer également cité et le même bonheur aux peuples dont vous ne cessez de faire la joye et la consolation.

A ces causes pour seconder vos vues et y parvenir d'une manière claire et exacte.

1° Nous exposons que les impôts étant envoyés inégalement dans chaque territoire, faute de faire attention à la valeur et situation du local, les habitants de celui-ci éprouvent souvent de grandes détresses pour parvenir au paiement et saisons qui leur sont indiqués. Celui des plaintifs, par exemple, contenant une petite quantité d'acres, dont encore une partie paye impôts dans les paroisses voisines, conformément à quelque règlement de notre coutume, tirant son origine et son nom de la situation montanique¹ démontre incontestablement au gouvernement, que souvent, dans ces endroits, la meilleure récolte est souvent et en peu de temps saccagée et dévastée par l'écroulement des terres que les moindres orages excitent et même raison et le peu de pâturage restant devient également par l'abondance des eaux bourbeuses, incapable de subvenir à la nourriture du malheureux. Les gratifications alors envoyées par Sa Majesté étant toujours peu considérables et insuffisantes et souvent réparation de la perte n'empêcheront pas la vérité de ce premier sujet de doléances.

2° Ce qui augmente encore les sujets de plaintes et de gémissements publics dans le gouvernement c'est que souvent ces mêmes impôts se trouvent pour l'ordinaire inégalement distribués entre chaque imposé, la faveur et l'autorité ; ayant souvent plus de part que d'impôts, multipliés comme ceux du dixième, chemins et autres, se réunissent encore pour augmenter ce sujet de plaintes, sans parler de certains privilèges à charge à chaque société que souvent un d'entre eux, par son opulence et son crédit sait obtenir, pour en faire le recouvrement.

3° De ce précédent sujet de plaintes en résulte le suivant. Le particulier, injustement opprimé par cette inégale distribution d'impôts, sans parler des sentiments de religion qui l'étouffent par la haine et les ressentiments qu'il conçoit et par là formant de mauvais sujets à l'État., est forcé d'en venir à une procédure qui souvent est la cause de la ruine de sa maison, sans que justice souvent lui soit accordée, la faveur de l'autorité, comme nous l'avons dit cydessus, faisant alors loy. Oui nous l'exposerons aujourd'hui en gémissant, si abus règne dans ce royaume, c'est dans la manière de rendre justice, nous ne nous étendons pas beaucoup sur ce chef, tout le gouvernement en étant instruit ; nous nous contentons seulement d'attester qu'un grand nombre de sujets de l'État. est forcé aujourd'hui de se soumettre souvent à une médiation injuste, pour éviter une procédure longue et par là ruineuse.

4° L'obligation imposée à tous sujets de lever du sel dans le grenier de sa subdélégation, augmente encore

1 montagneuse.

nos sujets de plaintes et de doléances une livraison peu exacte et peu régulière jointe souvent à une mauvaise qualité, surtout depuis plusieurs années, quoique le prix en soit aujourd'hui excessif, cause ordinairement une perte à chaque citoyen souvent des contraintes injustes et sans fin viennent encore augmenter le sujet de nos alarmes. Nous ne mettons point ici les abus que les officiers subalternes, établis d'une manière très onéreuse à l'État, pour le soutien et la perception de cet impôt, causent et procurent tous les jours : tout aujourd'hui est trop à connaissance publique pour s'y arrêter.

5° Si on veut jeter un coup d'oeil sur le paiement de la dixme, on verra que, relativement à différents usages établis dans chaque paroisse d'une manière non claire et ambiguë naissent une infinité de difficultés, qui souvent, en ruinant les familles, font perdre à un chacun dans son pasteur, cette confiance et cette soumission, si nécessaire non seulement pour le salut des âmes, mais encore pour la paix et la tranquillité de l'État. Pourquoi nous estimons que, pour le bien public et le maintien de la religion, ce droit de dixme fût totalement anéanti et converti comme imposition en une imposition relative toute fois et, comme aviserait bien Sa Majesté à l'étendue et aux charges de chaque paroisse au reste, nous espérons que le gouvernement, en voulant apporter un ordre pacifique dans l'État. de la monarchie française, se persuadera facilement que tous les désordres depuis un temps immémorial ne sont provenus que des privilèges indistinctement accordés. Pourquoi, en finissant le sujet de nos remontrances, nous prions instamment de faire de faire attention pour le bien public demande qu'il n'y ait qu'un seul impôt pour être payé indistinctement, tant par l'ecclésiastique, noble ou roturier. Alors on verra régner cette paix et cette concorde, depuis sy longtemps désirée dans le monarque et ses sujets.

6° Les chemins et les communes enfermés par les seigneurs et propriétaires causant perte au peuple peu fortuné, nous prions le gouvernement d'y faire attention.

Nous ne parlons point ici des abus à l'infini et qui sont à charge à l'État pour la perception des impôts actuels ; nous osons avancer qu'il y a des moyens peu coûteux pour les faire regorger directement et sûrement dans les coffres de Sa Majesté ; au reste nous sommes persuadés que le gouvernement est trop instruit de ces abus pour ne pas s'occuper de les extirper.

Nous passons enfin sous silence une infinité d'autres dont le détail serait trop long, dans l'heureuse espérance que la sagesse du gouvernement, les apercevra et les réprimera également.

Pourquoy, après lecture faite publiquement des présentes remontrance, plaintes et doléances, devant nous assemblés en forme de général et au son de la cloche nous avons signé.

Ce vingt-septième jour de février mil sept-cent-quatre-vingt-neuf.